

Art. 10. Le Président de l'Observatoire rapporte directement au Ministre des Finances et adresse annuellement, au plus tard le 31 mars, un rapport d'activités à celui-ci.

Conformément aux modalités du règlement d'ordre intérieur du Comité de direction du Service public fédéral Finances, il participe aux réunions de celui-ci dans les matières intéressant les missions de l'Observatoire.

Il informe le Comité de direction sur l'exécution des missions de l'Observatoire.

Art. 11. L'Observatoire bénéficie de la collaboration directe des services du Service public fédéral Finances qui traitent des matières intéressant les missions de l'Observatoire.

Il reçoit du Service public fédéral Finances toute l'assistance administrative et logistique nécessaire à l'exercice de ses missions. Les modalités de cette collaboration sont déterminées par le Ministre des Finances en concertation avec le Président du Comité de direction du Service public fédéral Finances.

Art. 12. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 avril 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,
D. REYNDEERS

Art. 10. De Voorzitter van de Waarnemingspost brengt rechtstreeks verslag uit bij de Minister van Financiën en richt aan deze elk jaar en uiterlijk op 31 maart een activiteitenverslag.

Overeenkomstig de bepalingen van het huishoudelijk reglement van het Directiecomité van de Federale Overheidsdienst Financiën, neemt hij deel aan de vergaderingen ervan voor de materies die van belang zijn voor de opdrachten van de Waarnemingspost.

Hij informeert het Directiecomité over de uitvoering van de opdrachten van de Waarnemingspost.

Art. 11. De Waarnemingspost kan rekenen op de directe medewerking van de diensten van de Federale Overheidsdienst Financiën die materies behandelen die van belang zijn voor de opdrachten van de Waarnemingspost.

Hij krijgt van de Federale Overheidsdienst Financiën alle administratieve en logistieke hulp die nodig is voor de uitoefening van zijn opdrachten. De modaliteiten van deze samenwerking worden vastgesteld door de Minister van Financiën in overleg met de Voorzitter van het Directiecomité van de Federale Overheidsdienst Financiën.

Art. 12. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 april 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,
D. REYNDEERS

SERVICE PUBLIC FEDERAL SECURITE SOCIALE

F. 2007 — 2378

[C — 2007/22782]

17 MAI 2007. — Arrêté royal fixant l'entrée en vigueur de l'article 44 de la loi du 13 juillet 2006 et portant exécution de l'article 62bis des lois relatives à la prévention des maladies professionnelles et à la réparation des dommages résultant de celles-ci, coordonnées le 3 juin 1970

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois relatives à la prévention des maladies professionnelles et à la réparation des dommages résultant de celles-ci, coordonnées le 3 juin 1970, notamment l'article 62bis, inséré par la loi du 13 juillet 2006;

Vu la loi du 13 juillet 2006 portant des dispositions diverses en matière de maladies professionnelles et d'accidents du travail et en matière de réinsertion professionnelle, notamment l'article 91;

Vu l'avis du Conseil scientifique du 21 novembre 2006;

Vu l'avis du Comité de gestion du Fonds des maladies professionnelles du 14 février 2007;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 26 février 2007;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 29 mars 2007;

Vu l'avis 42.693/1 du Conseil d'Etat, donné le 17 avril 2007, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de Notre Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté on entend par :

- "le Fonds" : le Fonds des maladies professionnelles;

- "les lois coordonnées le 3 juin 1970" : les lois relatives à la prévention des maladies professionnelles et à la réparation des dommages résultant de celles-ci, coordonnées le 3 juin 1970;

- "l'intéressé" : la personne qui se déclare candidate à un programme de prévention ou qui y est reprise;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST SOCIALE ZEKERHEID

N. 2007 — 2378

[C — 2007/22782]

17 MEI 2007. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de inwerking-treding van artikel 44 van de wet van 13 juli 2006 en tot uitvoering van artikel 62bis van de wetten betreffende de preventie van beroepsziekten en de vergoeding van de schade die uit die ziekten voortvloeit, gecoördineerd op 3 juni 1970

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wetten betreffende de preventie van beroepsziekten en de vergoeding van de schade die uit die ziekten voortvloeit, gecoördineerd op 3 juni 1970, inzonderheid op artikel 62bis, ingevoegd bij de wet van 13 juli 2006;

Gelet op de wet van 13 juli 2006 houdende diverse bepalingen inzake beroepsziekten en arbeidsongevallen en inzake beroepsherinschakeling, inzonderheid op artikel 91;

Gelet op het advies van de Wetenschappelijke Raad van 21 november 2006;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van het Fonds voor de beroepsziekten van 14 februari 2007;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 26 februari 2007;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op 29 maart 2007;

Gelet op het advies 42.693/1 van de Raad van State, gegeven op 17 april 2007, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en van Onze Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder :

- "het Fonds" : het Fonds voor de beroepsziekten;

- "de gecoördineerde wetten van 3 juni 1970" : de wetten betreffende de preventie van beroepsziekten en de vergoeding van de schade die uit die ziekten voortvloeit, gecoördineerd op 3 juni 1970;

- "de betrokkene" : de persoon die zich kandidaat stelt voor of die is opgenomen in een preventieprogramma;

- "le programme de prévention" : l'ensemble des mesures qui sont reprises dans le présent arrêté et qui ont pour but de prévenir les douleurs lombaires ou le passage à la chronicité de la maladie et de favoriser la reprise du travail des travailleurs qui, dans leur travail, exercent des tâches contraignantes pour le dos;

- "le centre de réadaptation" : l'institution ou le service qui offre le traitement de rééducation visé à l'article 4, a), du présent arrêté et avec lequel le Fonds a conclu une convention;

- "le conseiller en prévention-médecin du travail" : le conseiller en prévention-médecin du travail du service interne ou externe pour la prévention et la protection au travail de l'employeur de l'intéressé.

Art. 2. Sont considérées comme maladie en relation avec le travail au sens de l'article 62bis des lois coordonnées le 3 juin 1970 : les douleurs lombaires chez les personnes auxquelles s'appliquent les lois précitées et qui sont soumises à une évaluation périodique de leur état de santé sur base de l'arrêté royal du 12 août 1993 concernant la manutention manuelle de charges ou à une surveillance appropriée de la santé sur base de l'arrêté royal du 7 juillet 2005 relatif à la protection de la santé et de la sécurité des travailleurs contre les risques liés à des vibrations mécaniques sur les lieux du travail.

Art. 3. La personne qui souffre de douleurs lombaires, visées à l'article 2 du présent arrêté, et qui désire bénéficier des avantages du programme de prévention, doit se déclarer candidate à ce programme via le conseiller en prévention-médecin du travail.

La personne qui se déclare candidate doit se trouver dans la situation suivante :

a) remplir les conditions prévues dans la réglementation en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, pour suivre le traitement de rééducation visé à l'article 4, a), du présent arrêté;

b) être en incapacité de travail depuis 4 semaines au moins et 3 mois au plus, suite à :

- soit des douleurs lombaires mécaniques avec ou sans irradiation radiculaire;

- soit une opération chirurgicale au niveau de la colonne lombaire; dans ce cas, les délais de 4 semaines et de 3 mois commencent à courir à partir de la date de l'opération.

Si la durée d'incapacité n'atteint pas les 4 semaines visées ci-dessus, la personne qui est en incapacité depuis au moins une semaine peut se déclarer candidate pour autant que, dans l'année qui précède sa demande, la durée des incapacités de travail suite à une des causes précitées atteigne au moins 4 semaines au total.

Art. 4. Le programme de prévention comprend :

a) un traitement de rééducation : il s'agit d'une rééducation pluridisciplinaire et ambulatoire pour les affections de la colonne vertébrale, dont la structure et le contenu doit correspondre à la description et aux conditions de la prestation n° 558994 de la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités;

b) le cas échéant, un avis ergonomique qui comprend :

- une analyse ergonomique du poste de travail de l'intéressé et/ou

- une formation individuelle de l'intéressé sur le lieu du travail par un ergonomiste qui comportera au moins 3 heures de prestations et qui aura pour but d'apprendre à l'intéressé les techniques adéquates pour prévenir les douleurs lombaires à son poste de travail.

Art. 5. Le Fonds prend en charge :

- les frais du traitement de réadaptation dans les conditions de l'article 62bis, § 3, des lois coordonnées le 3 juin 1970, pour autant que ce traitement soit fait auprès d'un centre de réadaptation avec lequel le Fonds a conclu une convention;

- les frais de la consultation, préalable au traitement, auprès d'un médecin spécialiste attaché au centre de réadaptation auprès duquel le traitement de rééducation sera suivi;

- les frais de déplacement de l'intéressé pour se rendre de sa résidence au centre de réadaptation. Le montant de l'indemnité kilométrique s'élève, quel que soit le moyen de déplacement, au montant fixé en application de l'article 13, alinéa 4, de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours. Cette indemnité ne sera accordée que jusqu'à un maximum de 1 000 kilomètres pour la totalité du traitement de rééducation.

- "het preventieprogramma" : het geheel van maatregelen die in dit besluit worden opgesomd en die tot doel hebben de verergering van lage rugpijn of de overgang naar de chronische fase van de ziekte te voorkomen en de werkhervatting bij de werknemers die rugbelastend werk uitvoeren te bevorderen;

- "het revalidatiecentrum" : de instelling of de dienst die de revalidatiebehandeling bedoeld in artikel 4, a), van dit besluit aanbiedt en waarmee het Fonds voor de beroepsziekten een overeenkomst heeft afgesloten;

- "de preventieadviseur-arbeidsgeneesheer" : de preventieadviseur-arbeidsgeneesheer van de interne of externe dienst voor preventie en bescherming op het werk van de werkgever van de betrokkene.

Art. 2. Als arbeidsgerelateerde ziekte in de zin van artikel 62bis van de gecoördineerde wetten van 3 juni 1970 wordt beschouwd: lage rugpijn bij personen die onder de toepassing van voornoemde wetten vallen en onderworpen zijn aan een periodieke gezondheidsbeoordeling op grond van het koninklijk besluit van 12 augustus 1993 betreffende het manueel hanteren van lasten of aan een passend gezondheidstoezicht op basis van het koninklijk besluit van 7 juli 2005 houdende de bescherming van de gezondheid en de veiligheid van de werknemers tegen de risico's van mechanische trillingen op het werk.

Art. 3. De persoon met lage rugpijn, bedoeld in artikel 2 van dit besluit, die de voordelen van het preventieprogramma wil genieten, moet zich via de preventieadviseur-arbeidsgeneesheer kandidaat stellen voor dit programma.

De persoon die zich kandidaat stelt moet zich in de volgende situatie bevinden :

a) voldoen aan de voorwaarden vastgesteld in de regeling inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, voor het volgen van de revalidatiebehandeling bedoeld in artikel 4, a), van dit besluit;

b) sedert ten minste 4 weken tot maximum 3 maanden arbeidsongeschikt zijn ten gevolge van :

- hetzij mechanische lage rugpijn met of zonder worteluitstraling;

- hetzij een chirurgische ingreep in het gebied van de lendenwervelkolom; in dat geval beginnen de termijnen van 4 weken en van 3 maanden te lopen vanaf de datum van de ingreep.

Wanneer de duur van de ongeschiktheid de bovenbedoelde 4 weken niet bereikt, kan de persoon die sedert ten minste een week arbeidsongeschikt is zich kandidaat stellen voor zover de duur van de arbeidsongeschiktheden ingevolge één van de voornoemde oorzaken in totaal minstens 4 weken bedraagt in het jaar dat aan zijn aanvraag voorafgaat.

Art. 4. Het preventieprogramma omvat

a) een revalidatiebehandeling : dit is een ambulante pluridisciplinaire revalidatie voor wervelzuilaandoeningen waarvan de structuur en de inhoud overeenstemt met de omschrijving en de voorwaarden van de verstrekking nr. 558994 van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen;

b) desgevallend een ergonomisch advies dat omvat :

- een ergonomische studie van de arbeidspost van de betrokkene en/of

- een individuele vorming van de betrokkene op de arbeidsplaats door een ergonomist waarvan de duur ten minste overeenstemt met een prestatie van 3 uur, en die tot doel heeft de betrokkene de passende technieken aan te leren om lage rugpijn te voorkomen op zijn arbeidspost.

Art. 5. Het Fonds neemt ten laste :

- de kosten van de revalidatiebehandeling, onder de voorwaarden bepaald in artikel 62bis, § 3, van de gecoördineerde wetten van 3 juni 1970, op voorwaarde dat deze behandeling verstrekt wordt door een revalidatiecentrum waarmee het Fonds een overeenkomst heeft afgesloten;

- de kosten van de raadpleging, voorafgaand aan de behandeling, bij een geneesheer-specialist verbonden aan het revalidatiecentrum waar de revalidatiebehandeling zal worden gevolgd;

- de vergoeding voor de verplaatsingen tussen de verblijfplaats van de betrokkene en het revalidatiecentrum. Het bedrag van de kilometervergoeding is, ongeacht het gebruikte vervoermiddel, gelijk aan het bedrag vastgesteld met toepassing van artikel 13, vierde lid, van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten. Deze vergoeding wordt toegekend tot maximum 1 000 kilometer voor het geheel van de revalidatiebehandeling.

Art. 6. L'employeur qui, à la demande du conseiller en prévention-médecin du travail ou à la demande du Comité pour la prévention et la protection au travail, charge l'ergonome-conseiller en prévention ou, à la demande de ce dernier, un ergonome du centre de réadaptation, de procéder à l'avis ergonomique qui fait partie du programme de prévention visé à l'article 4, reçoit du Fonds un montant forfaitaire de 350 euros destiné à couvrir tout ou partie des frais démontrables de l'avis ergonomique.

Ce montant de 350 euros s'adapte conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

Art. 7. Pour bénéficier du programme de prévention visé à l'article 4, l'intéressé doit introduire sa demande au moyen du formulaire adéquat que le Fonds met à la disposition des personnes concernées et dont le modèle est déterminé par le Comité de gestion du Fonds. Ce formulaire doit être daté et signé par le demandeur et par le conseiller en prévention-médecin du travail.

L'intervention visée à l'article 6 doit être demandée par l'employeur dans les 6 mois de la décision de prise en charge par le Fonds du traitement de rééducation visé à l'article 4, a). La demande de l'employeur doit être accompagnée de la facture de l'avis ergonomique et d'un rapport circonstancié.

Art. 8. Dans le mois suivant la réception de la demande visée à l'article 7, alinéa 1^{er}, le Fonds adresse sa décision motivée à l'intéressé et au conseiller en prévention-médecin du travail.

La notification à l'intéressé doit être faite par lettre recommandée à la poste à sa résidence principale au sens de l'article 3, alinéa 1^{er}, 5^o, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques.

Dans le mois suivant la réception de la demande visée à l'article 7, alinéa 2, le Fonds adresse sa décision motivée à l'employeur.

Art. 9. Le Fonds conclut avec les institutions et les services qui offrent des traitements de rééducation une convention précisant les modalités de collaboration.

Le Fonds peut mettre fin à la collaboration quand le centre de réadaptation ne respecte pas les modalités convenues.

Art. 10. La personne qui est reconnue atteinte d'une maladie professionnelle visée par le code 1.605.03 de la liste des maladies professionnelles et qui est candidate à un traitement de rééducation ne doit pas répondre aux conditions de l'article 3, alinéa 2, b) pour obtenir les avantages de cet arrêté.

Art. 11. Entrent en vigueur le 1^{er} mars 2007 :

1^o l'article 44 de la loi du 13 juillet 2006 portant des dispositions diverses en matière de maladies professionnelles et d'accidents du travail et en matière de réinsertion professionnelle;

2^o le présent arrêté.

Art. 12. Notre Ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions et Notre Ministre qui a l'Emploi dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 mai 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Emploi,
P. VANVELTHOVEN

Art. 6. De werkgever die, op vraag van de preventieadviseur-arbeidsgeneesheer of op vraag van het Comité voor preventie en bescherming op het werk, de preventieadviseur-ergonoom of op diens vraag een ergonoom van het revalidatiecentrum belast met een ergonomisch advies dat deel uitmaakt van het preventieprogramma bedoeld in artikel 4, ontvangt van het Fonds een forfaitair bedrag van 350 euro om de aantoonbare kostprijs van het ergonomisch advies geheel of gedeeltelijk te compenseren.

Dit bedrag van 350 euro wordt aangepast aan de evolutie van de index van de consumptieprijzen overeenkomstig de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld.

Art. 7. Om gebruik te maken van het preventieprogramma, bedoeld in artikel 4 moet betrokkene zijn aanvraag indienen door middel van het gepaste formulier dat het Fonds ter beschikking stelt aan de betrokken personen en waarvan het model vastgesteld wordt door het Beheerscomité van het Fonds. Dit formulier moet gedateerd en ondertekend worden door de aanvrager en door de preventieadviseur-arbeidsgeneesheer.

De tegemoetkoming bedoeld in artikel 6 moet door de werkgever gevraagd worden binnen de 6 maanden na de beslissing van het Fonds tot tenlasteneming van de revalidatiebehandeling bedoeld in artikel 4, a). De aanvraag van de werkgever moet vergezeld zijn van de factuur van het ergonomisch advies en van een gemotiveerd verslag.

Art. 8. Binnen de maand van de ontvangst van de aanvraag bedoeld in artikel 7, eerste lid, stuurt het Fonds zijn gemotiveerde beslissing aan betrokkene en aan de preventieadviseur-arbeidsgeneesheer.

De kennisgeving aan betrokkene moet bij een ter post aangetekend schrijven worden toegezonden naar zijn hoofdverblijfplaats bedoeld in artikel 3, eerste lid, 5^o, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen.

Binnen de maand van de ontvangst van de aanvraag, bedoeld in artikel 7, tweede lid, stuurt het Fonds zijn gemotiveerde beslissing aan de werkgever.

Art. 9. Het Fonds sluit met de instellingen of diensten die revalidatiebehandelingen aanbieden een overeenkomst af waarin de modaliteiten van de samenwerking worden bepaald.

Het Fonds kan een einde stellen aan de samenwerking indien het revalidatiecentrum de overeengekomen modaliteiten niet naleeft.

Art. 10. De persoon die erkend is als lijdend aan een beroepsziekte bedoeld onder codenummer 1.605.03 van de beroepsziektelijst en die kandidaat is voor een revalidatiebehandeling moet niet voldoen aan de voorwaarden van artikel 3, tweede lid, b), om de voordelen van dit besluit te verkrijgen.

Art. 11. Op 1 maart 2007 treden in werking:

1^o artikel 44 van de wet van 13 juli 2006 houdende diverse bepalingen inzake beroepsziekten en arbeidsongevallen en inzake beroepsherinschakeling;

2^o dit besluit.

Art. 12. Onze Minister bevoegd voor Sociale Zaken en Onze Minister bevoegd voor Werk zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 mei 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
R. DEMOTTE

De Minister van Werk,
P. VANVELTHOVEN